

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Conseil européen de Nice

Parmi les conclusions relatives aux **institutions**, on retiendra, en particulier :

- une décision sur la **pondération des voix** au Conseil des ministres et le nombre des **députés** au Parlement,

- l'extension du **vote à la majorité qualifiée** (VMQ). En sont exclus, notamment : la fiscalité (demande de la Grande Bretagne, du Luxembourg, de l'Irlande et de la Suède), à l'exception de la coopération douanière ; la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs, la représentation et la défense collective des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion et les conditions d'emploi des ressortissants de pays tiers en situation régulière (demande britannique) ; les services d'éducation, les services sociaux et de santé humaine (demande de la France) ; les services de transport maritime (demande du Danemark et de la Grèce) ; les services dont le traité ne prévoit pas d'harmonisation législative ou réglementaire.

- le prochain **président de la Commission** sera élu à la majorité qualifiée et ses pouvoirs seront renforcés (2005).

Une modification a été apportée à l'**article 7** du traité sur la procédure de sanctions à l'encontre d'un Etat membre qui ne respecterait pas les droits fondamentaux de l'Union. Elle prévoit une majorité des quatre cinquièmes pour constater "qu'il existe un risque clair de violation".

La **charte des droits fondamentaux** a été proclamée, mais le Conseil renvoie la question de son statut à la prochaine conférence intergouvernementale prévue pour 2004.

L'**agenda social européen** est approuvé. Il sera examiné pour la première fois à Stockholm en mars 2001 et le Conseil "invite notamment les partenaires sociaux à prendre pleinement leur part dans sa mise en œuvre et son suivi".

Concernant les **services d'intérêt économique général**, le Conseil européen a approuvé la déclaration adoptée par le Conseil marché intérieur du 30 novembre. Il a "pris note de l'intention de la Commission de considérer, en coopération avec les Etats membres, les moyens d'assurer une plus grande prévisibilité et une sécurité juridique accrue dans l'application du droit de la concurrence aux services d'intérêt général". Il a invité le Conseil et la Commission à faire rapport sur la mise en œuvre de ces orientations pour le Conseil européen de décembre 2001.

La déclaration du Conseil marché intérieur, annexée aux conclusions de la présidence, est de la plus extrême prudence. Elle se réfère à l'article 16 du traité et à la communication révisée de la Commission. Elle constate, ensuite, qu'"un certain nombre de préoccupations ont été exprimées". Elles sont de trois ordres ♦ articulation concurrence et services d'intérêt économique général pour leur assurer des financements leur permettant d'accomplir leurs missions "dans le respect de l'article 86.2" ♦ évaluation de l'accomplissement de ces missions, qui "pourrait s'exercer dans le cadre du processus de Cardiff" ... La consultation des citoyens et des consommateurs pourrait également se faire par le biais du Forum "le marché intérieur au service des citoyens et des entreprises". ♦ les termes de l'article 16 "ont montré le besoin d'une réflexion approfondie".

The European Council of Nice

Among the decisions reached at Council, concerning the **institutions**, the following are notable ones :

- a decision concerning **vote weighting** at the Council of ministers and the number of members to the Parliament.

- the extension of the **qualified majority vote** (QMV). Not included in this are, notably : taxation (request by Great Britain, Luxembourg, Ireland and Sweden) with the exception of Customs co-operation ; social security and social protection of workers, collective representation and defence of workers and employers, including joint management and conditions of employment for people from outside the Union having resident papers in order (British request) ; Education services, human health and social services (French request), maritime transport services (Greek and Danish request) ; services to which the treaty does not provide for legislative or statutory harmonisation.

-the next **President of the Commission** will be elected by a qualified majority vote and his powers will be reinforced (2005).

An amendment was made to the **article 7** of the treaty, concerning procedures of penalties against Member States found violating fundamental rights of the Union. It envisages a four fifths majority to agree on "there being a clear risk of violation".

The **Charter of fundamental rights** was proclaimed, however, the Council left the question concerning its status unresolved until the next intergovernmental conference, to be held in 2004.

The **European social agenda** was approved. It will be examined for the first time in Stockholm in March 2001. The Council is "calling on social partners to participate fully in its establishment and its follow up."

In what concerns **services of general economic interest**, the European Council has approved the declaration adopted by the Council of Internal Market held on 30th November. It has taken note of the Commission's intention to consider, in association with member states, appropriate means to ensure a wider predictability and enhanced legal security in the application of competition laws to services of general interest. It has requested the Council and the Commission to make a report on the establishment of these orientations in time for the European Council of December 2001.

The declaration of the Council of Internal Market, annexed to the Presidency conclusions, is extremely cautious. It makes reference to article 16 of the treaty and to the revised communication of the Commission. It then notes that "a certain number of preoccupations were expressed". These preoccupations are of three types ♦ linkage between competition and services of general economic interest, in order to guarantee financial means that will enable such services accomplish their missions" in accordance with article 86.2" ♦ evaluation of the achievement of such missions, which "could be done within the framework of the process of Cardiff". The consultation of citizens and consumers could also be made through the Forum of "the interior market to the service of citizens and enterprises". ♦ Terms of article 16 "have shown the need for a profound consideration"

Parmi les conclusions du Conseil de Nice figurent également:

- une résolution sur le **principe de précaution** qui, notamment, estime "nécessaire de définir les lignes directrices du recours au principe de précaution pour en clarifier les modalités d'application", "que toutes les étapes doivent être conduites de manière transparente ...", "que la société civile doit être associée ... à un stade aussi précoce que possible".

- un accord sur le statut de la **société anonyme européenne** qui était bloqué depuis trente ans. Le Conseil affaires sociales devrait entériner le 20 décembre prochain ce statut destiné à permettre aux entreprises à vocation multinationale de s'en tenir à un seul ensemble de règles. L'Espagne, dernier pays opposant, a obtenu une clause de non participation.

Un "après Nice" a d'ores et déjà été fixé et les chefs d'Etat et de gouvernement ont pris rendez-vous pour une **prochaine conférence intergouvernementale en 2004**. Elle portera sur "une délimitation plus précise des compétences" entre l'Union et les Etats membres, le statut de la charte des droits fondamentaux, la simplification des traités, le rôle des parlements nationaux. Cette clause répond à une demande incontournable de l'Allemagne. Le sommet de Laecken (Belgique), en décembre 2001, adoptera une déclaration sur le processus de réflexion préalable. Il convient de noter, qu'à ce stade, il n'est pas prévu de constitution européenne.

Le président de la Commission européenne a estimé que "l'expérience de Nice démontre que la méthode actuelle pour réviser les traités n'est plus adaptée" et qu'il faut désormais y associer les gouvernements, parlements et citoyens des Etats membres actuels et des pays candidats".

Services postaux

♦ Le Parlement européen a profondément amendé, le 14 décembre, dans le cadre du processus de codécision, le projet de directive de la Commission. Le droit à un service universel innovant et de qualité est reconnu. Les services nouveaux, dits "spéciaux", notamment liés aux nouvelles technologies, ne seront pas réservés au secteur concurrentiel. Les limites poids et prix qui définissent le volume de courrier pouvant rester sous monopole a été relevé à 150g (au lieu de 50) et à 4 fois le tarif de base (au lieu de 2,5). La perspective de la libéralisation totale est écartée; une évaluation devra précéder toute éventuelle nouvelle étape. Le projet sera soumis au Conseil des ministres du 22 décembre.

♦ Le Comité économique et social, dans un avis du 6 décembre dernier, avait prôné la prudence dans la libéralisation des services postaux en Europe. Il estime que la poursuite de la libéralisation est un processus complexe, exposé à des conséquences imprévisibles, notamment en matière sociale, et exprime son inquiétude sur l'impact psychologique d'une plus ample libéralisation sur les communautés rurales, sur la faculté d'adaptation des personnes âgées, en particulier. Il considère que la *statu quo* convient bien à l'Europe et que tout changement devra être entrepris avec une extrême prudence. Il conteste la libéralisation des "services spéciaux" et s'oppose à la libéralisation complète du courrier transfrontalier sortant. Il invite, par ailleurs, la Commission à publier les données statistiques dont elle se sert pour ses prévisions d'emplois.

Other conclusions reached at the Council of Nice include:

- a resolution on the **principle of precaution** which notably considers "necessary to define guide lines for resort to the principle of precaution in order to clarify its methods of application", "that all steps must be conducted in a transparent way...", "that the civil community must be associated ... at the earliest possible stage".

-An agreement on the status of a **European limited liability company** was reached, it has been on a standstill for 30 years. On 20th December the Social Affairs Council is going to ratify this agreement which will enable firms having international vocation to be preoccupied with only one set of regulations. Spain, the only country opposed to it, has been accorded a clause of non participation.

The "after Nice" agenda has already been fixed and heads of State and Government are to meet for the **next Intergovernmental Conference in 2004**. This next Conference will deal with "a more precise distinction of domains of competencies" between the Union and Member States, the status of the Charter of Fundamental Rights, simplification of treaties, the role of National Parliaments. This clause is in response to the unavoidable requested by Germany. The Summit in Laecken, Belgium, in December 2001, will adopt a declaration on the process of preliminary examination. It should be noted that, at this point, no European Constitution is envisaged.

The President of the European Commission considers that "the Nice experience shows that the present method of revising treaties is no longer effective" and that, henceforth, Governments, Parliaments and Citizens from present as well as aspiring Member States should be associated"

Postal services

♦ On December 14th, the European Parliament, within the framework of the process of joint decision, significantly modified the Commission's directive draft. The right of access to innovative and quality universal service is recognised. New services, so called "special", in particular those associated with new technologies will not be reserved to competitive sector only. The threshold weight and price defining types of letters that can remain under the monopoly, has been raised to 150 grams (instead of 50 grams) and to 4 times the basic rate (instead of 2.5). The possibility of a complete liberalisation is excluded; an evaluation must precede any possible new step. The draft will be submitted to the Council of Ministers of 22nd December.

♦ The Economic and Social Committee, in a note dated 6th December, called for caution to be exercised in the liberation of the postal services in Europe. It considers that the continuation of liberalisation is a complex process, open to unpredictable consequences, in particular in the social domain. Thus, it expressed its worries on the psychological impact of a larger liberalisation on the rural communities and on the capacity of adaptation, notably, that of the aged population. It reckons that the status quo is right for Europe and any further change must be made with a very high degree of care. It questions the liberalisation of "special services" and is opposed to the total liberalisation of outgoing cross-border mail. Further, it is calling upon the Commission to publish statistical data that it uses in its employment forecasts.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.